

## 4.6 Emploi par âge

Le **taux d'emploi** des 15-64 ans s'établit en 2017 en France hors Mayotte à 64,7 %, son plus haut niveau depuis 2008. Il augmente de 0,5 point sur un an. Au sein des 15-64 ans, les hommes sont plus souvent en **emploi** que les femmes (respectivement 68,4 % et 61,2 %). L'écart de taux d'emploi selon les sexes s'accroît légèrement en 2017, sans remettre en cause sa nette réduction depuis 1975.

Le taux d'emploi des seniors âgés de 50 à 64 ans s'élève à 61,2 % en 2017, gagnant 0,9 point par rapport à 2016. Il a été dynamique ces dernières années en lien avec des sorties plus tardives du marché du travail, dans un contexte de restriction d'accès aux dispositifs de cessation anticipée d'activité et de recul de l'âge de départ à la retraite. Le taux d'emploi des 60-64 ans (29,4 %) reste nettement en deçà de celui des 55-59 ans (71,9 %). Le taux d'emploi des 55-64 ans s'établit à 51,3 %. Il reste inférieur à la moyenne de l'Union européenne (57,1 %), et bien en deçà de celui de la Suède (76,4 %) ou de l'Allemagne (70,1 %).

Le taux d'emploi des 15-24 ans s'établit en 2017 à 28,7 %. Il progresse de 0,9 point sur un an. Après avoir baissé entre 2008 et 2013 à la suite de la crise économique, il est resté quasiment stable jusqu'en 2016. Il est inférieur à la moyenne européenne (34,7 %). Le taux d'emploi des 25-49 ans augmente de 0,4 point entre 2016 et 2017 pour s'établir à 80,1 %.

En 2017, les **emplois aidés** (hors IAE) représentent 23 % des emplois occupés par des jeunes de moins de 26 ans. Cette part avait fortement progressé entre 1982 (8 %) et 1998 (32 %), puis s'était légèrement érodée pour se stabiliser à 27 % entre 2013 et 2016. L'alternance, et notamment l'**apprentissage**, est la

forme d'emploi aidé la plus répandue chez les jeunes. Les contrats en alternance ont nettement augmenté à partir de 1984 du fait de la création des contrats de qualification, d'adaptation et d'orientation, qui ont précédé les contrats de professionnalisation. Cette tendance s'est poursuivie dans les années 1990 avec le développement de l'apprentissage, sous l'effet de son ouverture à l'ensemble des filières professionnelles du secondaire et du supérieur et des incitations à l'embauche.

Après une forte augmentation en 2013 liée à la montée en charge des **emplois d'avenir**, la part des jeunes de moins de 26 ans parmi les recrutements initiaux de **contrats aidés** avait diminué entre 2013 et 2015, puis s'était stabilisée en 2016. Elle baisse sensiblement en 2017 (-5,2 points) et s'établit à 25 %, niveau proche de celui de 2012. Trois raisons principales expliquent ce repli : d'abord, le recul (-3,1 points) de la part des emplois d'avenir (dispositif centré sur les jeunes âgés de 16 à 25 ans) dans les recrutements, puis la hausse de la part des renouvellements de contrats dans les recrutements (une partie des contrats reconduits concerne des personnes qui avaient moins de 26 ans lors de la signature d'un premier contrat mais qui ont dépassé ce seuil au moment de son renouvellement), et enfin le ciblage plus intense, au second semestre, des personnes les plus éloignées de l'emploi, souvent plus âgées, entraînant ainsi une baisse de la part des jeunes dans les recrutements pour tous les types de contrat. Sur l'ensemble des dispositifs, les jeunes qui représentaient 29 % des recrutements en début d'année 2017 n'en représentent plus que 14 % en décembre 2017. ■

### Définitions

**Taux d'emploi** : rapport entre le nombre de personnes ayant un emploi et la population totale correspondante. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

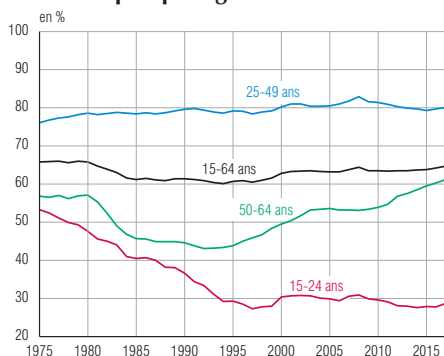
**Apprenti, contrat d'apprentissage, contrat aidé, contrat unique d'insertion (CUI), emploi aidé, emploi au sens du BIT (ou population active occupée au sens du BIT), emplois d'avenir, enquête Emploi, intérim** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « Les contrats uniques d'insertion et les emplois d'avenir », *Dares Résultats* n° 054, Dares, novembre 2018.
- « Emploi, chômage, revenus du travail », *Insee Références*, édition 2018.
- « L'emploi des seniors en hausse entre 2007 et 2017 », *Insee Focus* n° 119, juillet 2018.
- « Emploi, chômage, population active en 2017 : nouvelle accélération de l'emploi salarié privé et amplification de la baisse du chômage », *Dares Analyses* n° 031, Dares, juillet 2018.
- « Formations et emploi », *Insee Références*, édition 2018.

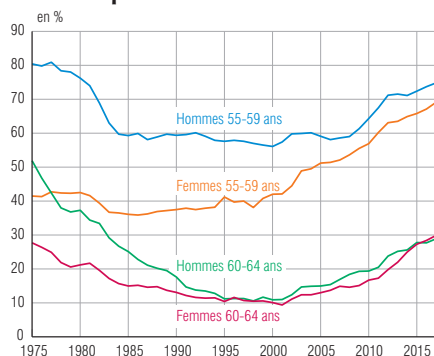
Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

## Taux d'emploi par âge entre 1975 et 2017



Champ : France hors Mayotte, population des ménages.  
Source : Insee, enquêtes Emploi.

## Taux d'emploi des seniors entre 1975 et 2017



Champ : France hors Mayotte, population des ménages.  
Source : Insee, enquêtes Emploi.

## Statut des emplois par âge en 2017

	en %					
	15-24 ans	25-49 ans	50 ans ou plus	Femmes	Hommes	Ensemble
<b>Non-salariés</b>	<b>2,3</b>	<b>10,5</b>	<b>16,4</b>	<b>8,6</b>	<b>14,5</b>	<b>11,6</b>
<b>Salariés</b>	<b>97,7</b>	<b>89,5</b>	<b>83,6</b>	<b>91,4</b>	<b>85,5</b>	<b>88,4</b>
Emplois à durée indéterminée <sup>1</sup>	43,8	77,7	77,0	77,0	72,7	74,8
Contrats à durée déterminée	30,4	9,0	5,3	11,8	7,5	9,6
Apprentis	15,9	0,2	0,0	1,0	1,8	1,4
Intérimaires	7,6	2,6	1,3	1,6	3,5	2,6
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Emploi total (en milliers)</b>	<b>2 160</b>	<b>16 545</b>	<b>8 174</b>	<b>12 932</b>	<b>13 948</b>	<b>26 880</b>

1. Y c. les salariés sans contrat, ainsi que les fonctionnaires stagiaires et les titulaires du secteur public.

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes en emploi de 15 ans ou plus.

Lecture : en 2017, 43,8 % des personnes en emploi âgées de 15 à 24 ans sont salariées en emploi à durée indéterminée.

Source : Insee, enquête Emploi.

## Jeunes de moins de 26 ans dans les différents emplois aidés

	en milliers		
Au 31 décembre	2000	2016 (r)	2017 (p)
<b>Alternance</b>	<b>579</b>	<b>549</b>	<b>544</b>
Apprentissage	359	369	354
Contrats de professionnalisation	0	180	190
Contrats de qualification, d'orientation et d'adaptation	220	0	0
<b>Contrats aidés marchands<sup>1</sup></b>	<b>77</b>	<b>29</b>	<b>14</b>
Contrats uniques d'insertion - contrats initiative emploi (CUI-CIE) <sup>2</sup>	36	8	2
Emplois d'avenir marchands	0	22	12
Autres mesures <sup>3</sup>	41	0	0
<b>Contrats aidés non marchands<sup>1</sup></b>	<b>163</b>	<b>91</b>	<b>55</b>
Contrats uniques d'insertion - contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) <sup>4</sup>	0	34	21
Emplois d'avenir non marchands	0	57	34
Contrats-emploi solidarité	36	0	0
Contrats-emploi consolidé	10	0	0
Emplois jeunes	118	0	0
<b>Total hors IAE</b>	<b>820</b>	<b>668</b>	<b>613</b>
<b>Structures de l'IAE</b>	<b>...</b>	<b>18</b>	<b>20</b>
<b>Total y compris IAE</b>	<b>...</b>	<b>687</b>	<b>633</b>
Part des emplois aidés parmi les emplois occupés par les jeunes hors IAE (en %)	30	26	23
Part des emplois aidés parmi les emplois occupés par les jeunes y compris IAE (en %)	...	27	24

1. Hors structures d'insertion par l'activité économique (IAE). 2. Contrat initiative emploi (CIE) avant 2010. 3. Exonérations de charges sociales pour les embauches de jeunes (Pactes et PAJ), exonérations de charges sociales pour les embauches de jeunes, primes à l'embauche dans l'artisanat, exonérations de 50 % de charges sociales pour les embauches de chômeurs de longue durée. 4. Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) avant 2010.

Champ : France métropolitaine, jeunes de moins de 26 ans, hors abattement temps partiel, Accre, contrat de génération, exonérations de cotisation pour l'embauche de jeunes en CDI.

Sources : Dares ; ASP ; chambres consulaires ; Direccte ; Insee, enquêtes Emploi.

## Taux d'emploi par âge dans l'UE en 2017

	en %			
	15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 à 64 ans	Ensemble
Allemagne	46,5	84,2	70,1	75,2
Autriche	50,6	84,1	51,3	72,2
Belgique	22,7	79,5	48,3	63,1
Bulgarie	22,9	79,4	58,2	66,9
Chypre	27,6	78,4	55,3	65,6
Croatie	25,9	74,9	40,3	58,9
Danemark	56,3	81,7	68,9	74,2
Espagne	20,5	73,2	50,5	61,1
Estonie	40,5	83,9	68,1	74,1
Finlande	42,5	80,6	62,5	70,0
<b>France</b>	<b>28,7</b>	<b>80,0</b>	<b>51,3</b>	<b>64,7</b>
Grèce	14,1	67,4	38,3	53,5
Hongrie	29,0	83,7	51,7	68,2
Irlande	40,0	78,0	58,4	67,7
Italie	17,1	69,4	52,2	58,0
Lettonie	33,0	81,2	62,3	70,1
Lituanie	30,4	83,3	66,1	70,4
Luxembourg	25,8	83,7	39,8	66,3
Malte	47,3	81,8	47,2	69,2
Pays-Bas	62,3	83,5	65,7	75,8
Pologne	29,6	81,4	48,3	66,1
Portugal	25,9	82,5	56,2	67,8
Rép. tchèque	29,1	86,7	62,1	73,6
Roumanie	24,5	79,9	44,5	63,9
Royaume-Uni	50,7	83,8	64,1	74,1
Slovaquie	26,9	80,0	53,0	66,2
Slovénie	34,7	86,1	42,7	69,3
Suède	44,9	86,3	76,4	76,9
<b>UE</b>	<b>34,7</b>	<b>79,7</b>	<b>57,1</b>	<b>67,7</b>

Champ : population des ménages, population des 15-64 ans.

Source : Eurostat (extraction du 31 décembre 2018), enquêtes sur les forces de travail.

## Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

## Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

## Les clés des Tableaux de l'économie française

Titre de la double-page

Numéro du thème  
et de la double page

### 11.4 Prix à la consommation

Les mots ou expressions  
en gras et en couleur

sont définis plus bas  
ou dans la rubrique

« Définitions » en annexes

Une présentation  
synthétique sur  
chaque double-page

Des définitions pour  
comprendre les concepts  
clés de la double page

Toutes les définitions  
sont regroupées dans  
la rubrique « Définitions »  
en annexes

Des publications  
téléchargeables gratuitement  
pour approfondir le sujet  
Adresses des sites Internet  
à retrouver dans la rubrique  
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

#### Définitions

**Indice des prix à la consommation (IPC)** : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1<sup>er</sup> quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

**Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

#### Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse n° 102*, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides n° 8*, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)).

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr) sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

## Prix à la consommation 11.4

### Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération <sup>1</sup>		Évolution 17/16		Fonction de consommation	Pondération <sup>1</sup>		Évolution 17/16	
	2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>		2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>
<b>Ensemble (y c. tabac)</b>	<b>10 000</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>		Transport	1 451	3,1	2,8	
<b>Ensemble (hors tabac)</b>	<b>9 812</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>		Achats de véhicules	362	0,7	1,7	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4		Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9	
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5		Services de transport	288	2,0	1,1	
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7		Communications	285	-4,2	-4,2	
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3		Services postaux	17	3,8	3,8	
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7		Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0	
Tabac	188	2,7	6,0		Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6	
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0		Loisirs et culture	894	0,3	0,5	
Habillement	357	0,1	0,0		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2	
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1		Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5	
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4		Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3	
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2		Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2	
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6		Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0	
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5		Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0	
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9		Education	4	1,2	0,6	
Meubles, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1		Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4	
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0		Restauration et cafés	587	1,4	1,2	
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2		Services d'hébergement	165	2,4	2,0	
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2		Autres biens et services	1 341	1,1	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9		Soins personnels	278	0,3	0,2	
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0		Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1	
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4		Protection sociale	485	0,9	1,0	
Santé	1 063	-0,2	0,5		Assurances	296	2,1	2,3	
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7		Services financiers	38	2,5	2,2	
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2		Autres services	125	0,9	1,1	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
  2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
- Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

### Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

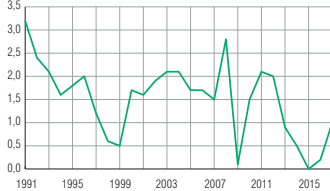
HausSES		17/16	Baisses		17/16
Combustibles liquides		+ 11,1	Pommes de terre		-10,8
Gazole		+ 9,4	Forfaits touristiques		-6,0
Médecines généralistes		+ 7,8	LuminaireS		-5,4
Fruits frais		+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie		-5,0
Huiles et graisses		+ 7,4	Matériel de nettoyage		-5,0
Tabac		+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments		-5,0
Esence		+ 5,3	Appareils de cuisson		-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)		+ 5,1	Matériel de traitement de l'information		-3,9
Services postaux		+ 3,8	Appareils photo et caméras		-3,8
Journaux et publications périodiques		+ 3,8	Tapis et moquettes		-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

### Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

### Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16	17/16	
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	<b>Zone euro</b>	<b>1,7</b>
Irlande	0,5	<b>UE</b>	<b>1,4</b>
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.  
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Des données de cadrage européennes ou mondiales